

Le Courrier de Madrid.

ORGANE INTERNATIONAL

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL, COMMERCIAL ET LITTÉRAIRE.

ADMINISTRATION.

CALLE DEL SORDO, 37.

Reclamations, abonnements et annonces.

ON S'ABONNE.

A MADRID..... A l'Administration et chez les libraires.
A PARIS..... Librairie nouvelle Boulevard des Italiens, 29.
A LONDRES..... Leicester, Square, 19.
A BRUXELLES..... Office de Publicité, Montagne de la Cour.
Et chez tous les libraires de l'étranger.

PRIX D'ABONNEMENT.

	1 mois.	3 mois.	6 mois.	Un an.
MADRID.....	12 Rs.	32 Rs.	64 Rs.	120 Rs.
PROVINCES.....	»	50 Rs.	100 Rs.	200 Rs.
ETRANGER.....	»	18 Fr.	36 Fr.	64 Fr.

REDACTION.

CALLE DEL SORDO, 37.

Pour tout ce qui concerne les renseignements, communications et la rédaction. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

DESPACHOS TELEGRAFICOS PARTICULARES DEL COURRIER DE MADRID.

Paris 18 de noviembre de 1856.

Fondos españoles:
3 % exterior 40
Id. interior 37 1/4
Deuda diferida 23 1/4
Id. amortizable 2.^a
Fondos ingleses:
Consolidado 93 4/8 91
Fondos franceses:
4 1/2 % 91
3 % 87

MADRID, 18 NOVEMBRE.

Le Journal de Madrid a cessé de paraître; le Courrier de Madrid vient prendre sa place, ce qui n'implique aucune espèce de solidarité entre les deux publications. Le Courrier de Madrid sera en deux langues.

En reproduisant ainsi deux versions d'une seule et même composition, qui seront alternativement traduites du français en espagnol, et de l'espagnol en français, nous avons un double but. Le premier, c'est de faire connaître l'Espagne à l'étranger; mais l'Espagne vraie, non pas celle des feuilletonistes et des romanciers; l'Espagne, telle que nous la voyons, nous qui l'avons étudiée pendant de longues années, et qui nous sommes pris à l'aimer parce que, au-dessous des quelques aspérités qui la couvrent, nous avons pu discerner tout ce qu'elle renferme de grand, de beau, de chevaleresque et de noble. Le second, c'est de tenir l'Espagne au courant de tout ce qui se passe d'important à l'étranger au point de vue surtout du progrès matériel, du grand progrès par excellence; car les institutions politiques d'un peuple ne se fondent que sur sa prospérité.

Il est aussi un peuple voisin chez lequel nous avons séjourné, trop peu au gré de nos desirs; mais assez pour avoir pu apprécier tout ce qu'il vaut; tout ce qu'il recèle de ressources, de vigueur et de sève. Comme l'Espagne, le Portugal a eu ses grandes époques, ses grands génies, et si la politique a séparé les deux nations, leurs intérêts n'en sont pas moins restés unis, la prospérité de l'un contribue à celle de l'autre.

C'est à l'aide des communications avec le Portugal que l'Espagne pourra donner une nouvelle vie à cette partie de son territoire que borne le royaume voisin, et qui restera pour ainsi dire désertée. C'est l'Espagne qui est appelée à devenir, lorsque les grandes lignes de chemin de fer seront établies, l'intermédiaire des transactions entre l'Europe, ce royaume et le Brésil; il n'est pas jusqu'à cette espèce de rivalité, qui a séparé un moment les deux peuples qui ne puisse être féconde un jour en résultats heureux, lorsqu'elle se transformera en une noble émulation pour arriver concurremment à un but de grandeur et de prospérité pour les deux pays. Le Portugal aura donc aussi une place privilégiée dans nos colonnes.

Nous aurons nécessairement à nous occuper aussi de politique, et nous devons à nos futurs abonnés une profession de foi, que nous allons faire explicite, franche et loyale. Accueillis dans la grande famille espagnole, heureux de compter parmi elle des amis bien chers, nous n'en restons pas moins fidèles à la France, par le cœur et par les sentiments. Nous ne nous croyons pas le droit de nous affilier à quelque parti politique que ce soit; nous croirions faire acte d'ingratitude si, en retour de cette hospitalité cordiale qui nous est donnée au foyer de tant de familles, nous nous exposions en nous mêlant aux discordes civiles à frapper demain celui qui nous aurait serré la main la veille. Pour nous, le gouvernement qui existe, est celui que nous devons respecter; ses actes sont du ressort du journalisme, mais pour nous ils le sont dans la mesure qu'impose la loi, la bienveillance et notre qualité d'étrangers.

Si nous n'adoptons aucun parti, nous professons des principes, car ceux-ci sont de tous les pays, et les nôtres se résument en deux mots: Ordre et Liberté. C'est assez dire que nous sommes pour les pouvoirs tempérés. Nous n'aimons pas l'absolutisme sous quelque forme qu'il se présente, pas même l'absolutisme parlementaire, encore bien moins celui du peuple insurgé, ou des tribuns démocrates. Nous croyons les hommes qui veulent dévancer les époques aussi dangereux que ceux qui veulent faire reculer le siècle; nous croyons les stationnaires nuisibles, car l'ordre signifie, d'après nous, le mouvement régulier et non pas l'immobilité.

Il ne nous appartient pas de refuser ou d'offrir notre concours au gouvernement; indépendamment par caractère et par position, puisque notre qualité d'étrangers ne nous permet pas d'aspirer à des fonctions publiques dans ce pays, nous ne saurions jamais être ni les hommes d'un pouvoir ni ses adversaires passionnés; mais nos sympathies, notre appui loyal et parfaitement désintéressé, mais nos encouragements et nos conseils (quelque minime que soit leur valeur) sont et resteront toujours acquis à tous les ministres, à tous les hommes d'état qui entreprendront de réaliser la pensée libérale telle que nous venons de la formuler.

Il nous reste une obligation à remplir envers nos compatriotes et nous nous en acquitons avec plaisir en les assurant que, parmi les devoirs que nous nous traçons en ce moment, il en est un qui sera toujours présent à notre esprit. Ce devoir sacré et doux à remplir, c'est d'être les défenseurs naturels des intérêts moraux et matériels français dans le sens de la justice, de la légalité et de la conciliation.

FRANCE.

Paris, 14 novembre 1856.

(Correspondance particulière.)

On a beaucoup remarqué que la présentation de M. de Kisseleff ne s'était pas faite avec toute la pompe dont il avait été question. Les choses se sont passées selon les règles du cérémonial ordinaire en pareille circonstance. Il y a là un symptôme pour les gens qui font étude de tout. Selon eux, c'est la conséquence du rapprochement avec l'Angleterre, opéré par les bons soins de M. de Persigny. Il est toujours question de modifications ministérielles... dans le monde des nouvelles. Aux traités de MM. de Walewski et Billaut, on ajoute celle de mon-

BOLSA DE MADRID.

DE HOY.

3 % consolidado 39.40.
Id. diferido 24.50.
Deuda amortizable 1.^a 14.70.
— amortizable 2.^a 6.70.

MADRID 18 DE NOVIEMBRE.

El Journal de Madrid ha cesado de publicarse: el Courrier de Madrid viene a ocupar su puesto, lo cual no implica ninguna especie de solidaridad entre ambas publicaciones. El Courrier de Madrid será redactado en los dos idiomas.

Al reproducir de este modo dos versiones de un mismo escrito, que serán alternativamente traducidas del francés al español y vice versa, nos proponemos un doble objeto. El primero es el de dar a conocer a España en el extranjero; no la de los folletines y de las novelas, sino la España verdadera; la España tal como la vemos y la hemos estudiado durante muchos años, y a la que amamos sinceramente, porque bajo las pocas asperezas que la cubren, hemos podido distinguir todo lo grande, hermoso, cabalieroso y noble que encierra. El segundo es el de tener a España al corriente de cuanto importante ocurra en el extranjero, particularmente bajo el punto de vista del progreso material, del gran progreso por excelencia, pues las instituciones políticas de un pueblo se fundan exclusivamente en su prosperidad.

Hay también un pueblo vecino en el cual hemos vivido poco tiempo si consultamos nuestros deseos, mas lo bastante para haber podido apreciar lo que vale y cuántos recursos, cuánto vigor y cuánta fuerza encierra en su seno. Como España, Portugal ha tenido sus grandes épocas, sus grandes genios; y si la política ha podido separar a ambos países, sus intereses han permanecido unidos; la prosperidad del uno contribuirá a la del otro.

Con el auxilio de las comunicaciones con Portugal, España podrá dar nueva vida a aquella parte fronteriza de su territorio, que, digámoslo así, quedaria desheredada. España es la que está llamada a ser, cuando las grandes vías férreas estén establecidas, la intermediaria de las transacciones entre Europa, el reino vecino y el Brasil. Hasta esa especie de rivalidad que ha separado por un momento a ambos pueblos, podrá ser fecunda un día en felices resultados; cuando llegue a transformarse en una noble emulación para lograr unidos un objeto de grandeza y prosperidad para ambos países. Así, pues, también tendrá Portugal un lugar privilegiado en nuestras columnas. Necesariamente tendremos también que ocuparnos de política, y debemos a nuestros futuros suscriptores una profesión de fe, que vamos a hacer franca, leal y explícita.

Acojidos en el seno de la gran familia española, y dichosos porque contamos en ella amigos muy queridos, no por esto permanecemos menos fieles a nuestra patria por corazón y por sentimientos. No nos consideramos con derecho a afiliarnos a ningún partido político; creáramos ser ingratos si en cambio de la cordial hospitalidad que recibimos en el hogar de tantas familias, nos expusiéramos, mezclándonos en sus discordias civiles, a herir al que el día anterior nos había dado la mano. Para nosotros el gobierno existente es el que debemos respetar; sus actos pertenecen al dominio del periodista, pero para nosotros están dentro de los límites que impone la ley, la benevolencia y nuestra calidad de extranjeros.

Si no adoptamos partido alguno, en cambio profesamos principios, porque estos pertenecen a todos los países, y los nuestros se resumen en dos palabras: Orden y Libertad. Con esto decimos bastante que estamos por los poderes templados. No nos gusta el absolutismo sea cualquiera la forma bajo la cual se presente; ni siquiera el absolutismo parlamentario; mucho menos aun el del pueblo insurrección, o de los tribunos que todo quieren convertirlo en ruinas: a los hombres que pretenden adelantarse a las épocas, los consideramos tan peligrosos como a los que quieren hacer retroceder al siglo; juzgamos a los estacionarios perjudiciales porque en concepto nuestro el orden significa el movimiento regular y no la inmovilidad.

No nos corresponde rehusar ni ofrecer nuestro concurso al gobierno. Independientes por carácter y posición, puesto que nuestra calidad de extranjeros no nos permite aspirar a desempeñar cargos públicos en este país, no podremos ser en tiempo alguno ni los apologistas de un poder, ni sus adversarios apasionados; pero nuestras simpatías, nuestro apoyo leal y completamente desinteresado, nuestro estímulo y nuestros consejos (por muy escasa que sea su importancia) pertenecen y pertenecerán siempre a todos los ministros, a todos los hombres de Estado que emprendan la realización del pensamiento liberal tal como acabamos de formularlo.

Nos falta cumplir un deber para con nuestros compatriotas, y le llenamos con placer asegurándoles que entre las obligaciones que nos imponemos en este momento existe una que se hallará siempre en nuestra imaginación. Este deber sagrado y dulce de llenar, consiste en ser los defensores naturales de los intereses morales y materiales franceses, en el sentido de la justicia, de la legalidad y de la conciliación.

FRANCIA.

Paris, 14 de noviembre de 1856.

(Correspondencia particular.)

Ha llamado mucho la atención que la presentación de M. Kisseleff no se haya verificado con toda la pompa de que de antemano se había hablado. Este suceso ha tenido efecto con el ceremonial acostumbrado en semejantes circunstancias, y en el que las gentes que se ocupan en hacer comentarios de todo han creído encontrar un síntoma. En concepto suyo es el resultado de la mejor inteligencia con Inglaterra, obtenida a consecuencia de los buenos oficios de M. de Persigny; no obstante, para los noticiosos no varía la idea de modificaciones ministeriales.

Además de la retirada de los negocios de M. de Walewski y M. Billaut se había también de la de M. Magne. No sabemos en

sieur Magne. Nous ne savons pas, par exemple, sur quel motif ou plutôt sur quel prétexte on appuie ce dernier bruit. M. Fould remplacerait M. Magne aux finances et son avènement serait le signal de grandes mesures en ce qui concerne la Banque. On commencerait par une réforme dans le haut personnel, et la position de M. d'Argout serait donnée à M. Magne. Je vous donne ces bruits pour ce qu'ils valent.

Quelques-uns de nos journaux, cherchant assez maladroitement, selon nous, à diminuer la portée des événements qui viennent de se passer à Constantinople. D'après eux, l'avènement de Rechid Pacha n'aurait aucun caractère hostile à la France. Pourquoi se faire ainsi des illusions et démentir aujourd'hui ce que l'on a dit hier. Si la nouvelle combinaison n'avait pas un caractère désagréable pour la France, pourquoi M. de Thouvenel s'y serait-il opposé jusqu'au dernier moment. Sa conduite a été prudente, et nous sommes bien convaincus qu'il ne se paie pas des belles paroles que lui a dites le nouveau grand visir dans sa dernière visite de politesse.

L'avènement de Rechid Pacha a été le couronnement et le résultat forcé de la bonne entente nouvelle entre l'Angleterre et l'Autriche. Il est évident que si la Porte avait persisté à exiger l'évacuation de la Mer Noire et des principautés, c'en était fait de tous les plans de l'alliance. M. de Thouvenel a espéré un instant qu'il serait ainsi. Il était parvenu à consolider l'ancien ministe, lorsque tout à coup une intrigue de Lord Redcliffe l'a renversé et lui a substitué Rechid Pacha, la créature du cabinet de Londres. Toutes les illusions du monde ne prévoyaient point contre cette vérité.

Les choses ont pu s'arranger maintenant icide telle façon que l'on ne voie plus d'un aussi mauvais œil à Paris ce qui s'est passé il y a quinze jours à Constantinople. Soit. Mais il ne faut pas enlever aux événements le caractère qu'ils avaient au moment où ils se sont passés.

Je vous ai signalé déjà le revirement important qui s'était opéré dans notre politique. On se rapproche de l'Angleterre et M. de Persigny a emporté des témoignages de sympathie et de nouvelles bases d'alliance. Les difficultés du moment sont aplanies aux conditions suivantes: abandon du Congrès de Paris, examen des difficultés de Bolgrad et de l'île des Serpents à Constantinople, occupation des principautés et de la mer noire par l'Angleterre et l'Autriche jusqu'à ce que ces difficultés soient résolues.

Je vous disais qu'un pareil arrangement implique en sous-entendu le consentement de la Russie. Or il paraît que ce consentement n'est rien moins que certain. Car voici ce que nous lisons dans une correspondance ministérielle de Constantinople:

«Aali Pacha avait convoqué chez lui une réunion diplomatique qui devait s'occuper de la condition présente et de l'avenir des principautés. M. de Boutenief, souffrant, s'est fait représenter par son premier secrétaire qui a déclaré que l'ambassadeur de Russie ne pouvait prendre part à aucune conférence concernant les principautés tant que les troupes autrichiennes occupaient les provinces Moldo Valaques et qu'une flotte anglaise serait dans les eaux de Constantinople. Les ambassadeurs ont dû demander des instructions à leurs gouvernements relativement à cet incident dont il faut attendre.»

Si la Russie a pris cette attitude décidée lorsqu'il ne s'agissait que des principautés, que sera ce lorsqu'on lui proposera de soumettre à une conférence diplomatique siégeant à Constantinople les difficultés qu'elle voudrait voir résoudre par le congrès de Paris. En dehors de la non exécution du traité du 30 mars ne répara-t-elle pas dans toute sa force?

Il y a là pour l'avenir un grand embarras que nous nous contentons d'indiquer à la sagacité de vos lecteurs.

L'Autriche et l'Angleterre, sûres aujourd'hui du triomphe, développent leurs prétentions dans leurs journaux. Le Morning-Post s'élève avec force contre l'union des principautés Danubiennes; le projet russe qui ne tend qu'à préparer les voies à la fédération de la Moldavie, de la Valachie, de la Serbie, pour le constituer en un état indépendant qui serait donné au duc de Leuchtenberg, comme vice roi, lequel ne serait alors qu'un vassal de la Russie.

Le Morning-Post n'ose pas ajouter «Et de la France» un journal autrichien dit:

«Nos hommes d'état regardent une deuxième réunion à Paris comme pouvant apporter de graves obstacles à l'arrangement des différents existants, à cause de la pression que pourrait exercer le gouvernement français. Notre gouvernement est bien décidé à éloigner, par tous les moyens, l'époque de la convocation et il est fortement soutenu par l'Angleterre dans ce système de temporisation indéfinie.»

Les discours prononcés à Guildhall par lord Palmerston le jour de l'installation du lord maire n'est pas beaucoup plus explicite que ceux de Manchester et de Liverpool. Si l'on se contentait de répéter que la paix était subordonnée à l'exécution franche et légale du traité du 30 mars. Mais qui viole en ce moment le traité? la est la question. L'Angleterre prétend que c'est la Russie. La Russie prétend que c'est l'Angleterre. *El aducisab judice lis est.*

On a remarqué que lord Palmerston n'avait fait aucune allusion à la France; on a remarqué que pendant le banquet, aucun toast n'avait été porté à la France. Il est vrai que M. de Persigny n'était point encore arrivé à Londres et n'avait par conséquent pu donner les nouvelles paroles de paix. L'amitié de l'Angleterre est de celles qui demandent à être entretenues par de solides témoignages d'amitié, de même que le tempérament national a besoin de roast-beefs et de forte bière.

M. le général Dufour, chargé par le conseil fédéral de venir entretenir l'empereur Napoléon des affaires de Suisse, est arrivé ce matin à Paris. Il a dû être reçu à Saint-Cloud dans la journée. La Suisse ne pouvait envoyer à l'empereur un message plus agréable; le général Dufour a eues rapports avec le prince Louis Napoléon lors de son séjour en Suisse. Il lui a même, dit-on, donné quelques leçons de stratégie, sur l'invitation de la reine Hortense. Le général Dufour commandait l'armée de la confédération dans l'expédition contre le Sonderbund.

Paris, le 15 novembre 1856.

(Correspondance particulière.)

Vous avez lu, Monsieur, le discours adressé par l'empereur à M. de Kisseleff. Chacun l'interprète dans son sens. M. Havin voit une affirmation de l'alliance anglaise, et il l'annonce d'une manière triomphante aux lecteurs du Siècle, d'autres au contraire croient que l'éloge donné à l'empereur de Russie a propos de son oubli des souvenirs de la guerre et de son adhésion franche à une paix consolidée par des relations d'amitié, est une critique de la conduite bruyante de lord Palmerston. Je pencherais assez pour ce dernier avis. Du reste, c'est là une affaire d'appréciation personnelle.

L'empereur Napoléon III me semble vouloir tenir la balance égale entre tous, dans l'intérêt de la justice et de la vérité. Il joue le rôle d'arbitre des orages, si bien défini par le poète. Au moment où, par souvenir d'une alliance cimentée par le sang, Napoléon faisait à l'Angleterre une concession qui sera la dernière, il profitait d'une occasion solennelle pour exprimer et son opinion sur certains procédés et son estime pour le caractère de l'adversaire si cruellement et injustement attaqué par la presse anglaise. Et c'est au moment où l'empereur Napoléon se montre si grand, si sage, si ferme et si habilement modéré que les coteries politiques continuent à répandre les fables les plus atroces et les plus alarmantes. Rien ne les décourage, ni la crise financière, ni la misère du peuple, ni les embarras extérieurs de leur pays.

Il faut qu'elles agitent, qu'elles agitent sans cesse. Elles appellent la foudre. Imprudentes! Savent-elles si ce n'est pas sur leur tête que tombera un jour la foudre? Je vous disais tout à

que se appoya, ô en que pretesto se fundan estos rumores. M. Fould substituirá en Hacienda a M. Magne, inaugurando su subida al poder con determinaciones importantes relativas al Banco. Se empezará por una reforma en el alto personal, ocupando M. Magne la posición de M. d'Argout. Transmíto a VV. estos rumores por lo que valen.

Algunos de nuestros periódicos procuran no muy diestramente, disminuir la trascendencia de los acontecimientos que recientemente han ocurrido en Constantinople. Segun ellos, la subida al poder de Rechid Bajá no tendrá ningun carácter hostil a la Francia. ¿A qué conducen tales ilusiones, y por qué desmentir hoy lo que se afirmaba ayer? Si la nueva combinación no tuviera un carácter desagradable para Francia, ¿por qué se ha opuesto a ella M. de Thouvenel hasta el último momento? Prudente ha sido su conducta, y estamos bien convencidos de que no se paga de las lisonjeras palabras que le dirigió el gran visir en su pérdida visita de atención.

La subida al poder de Rechid Bajá, ha sido el colmo y el resultado forzoso de la nueva buena inteligencia entre Inglaterra y Austria.

Es evidente que si la Puerta hubiera persistido en exigir la evacuación del Mar Negro y de los Principados, quedaban prontos todos los planes de la alianza: así lo creyó al pronto M. de Thouvenel. Había logrado consolidar el antiguo ministerio, cuando de improviso le derribó una intriga de Lord Redcliffe y le substituyó con Rechid Bajá, hechura del gabinete de Londres: todas las ilusiones imaginables no podrán prevalecer sobre esta verdad.

Han podido arreglarse las cosas de modo que aquí no se ve ya con tan malos ojos lo sucedido en Constantinople hace quince días, en lo cual convenimos, pero no debe despojarse a los acontecimientos del carácter que tenían cuando ocurrieron.

He señalado a VV. el importante cambio verificado en nuestra política, en la cual nos allegamos a Inglaterra, y Mr. de Persigny ha llevado consigo testimonios de simpatía, y nuevas bases de alianza. Las dificultades del momento se han allanado con las condiciones siguientes: abandono de la idea del congreso de Paris; examen de las dificultades de Bolgrad, y de la isla de las Serpientes en Constantinople; ocupación de los Principados y del Mar Negro por Inglaterra y Austria hasta la resolución de dichas dificultades. Tengo dicho a VV. que este arreglo suponía el consentimiento de la Rusia. Ahora bien, parece que este consentimiento está lejos de ser cierto.

Hé aquí lo que sobre este asunto leemos en una correspondencia ministerial de Constantinople.

Ali-Bajá había convocado a su domicilio una reunión diplomática que debía ocuparse de la condición presente y futura de los Principados.

Hallándose enfermo M. de Boutenief, le ha representado su primer secretario, el cual ha manifestado que la embajada de Rusia no podía tomar parte en conferencia alguna relativa a los Principados, interin las tropas austríacas ocuparan las provincias moldo-valacas, y se hallase una escuadra inglesa en las aguas de Constantinople. Los embajadores han pedido a sus respectivos gobiernos instrucciones relativas a este accidente inesperado.

Si Rusia ha tomado esta actitud decidida al tratarse de los principados ¿qué hará cuando se la proponga someter a una conferencia diplomática en Constantinople misma las dificultades que hubiera deseado ver resueltas en el Congreso de Paris? Aparte de la cuestión de forma, la gravísima cuestión de fondo, resultado de la no ejecución del tratado de 30 de marzo, reaparecería en todo su vigor. Vemos en el porvenir, respecto a este asunto, un gran tropiezo, que nos contentamos con indicar a nuestros lectores. Inglaterra y Austria, seguras hoy de su triunfo, manifiestan osadamente sus pretensiones en sus periódicos.

El Morning Post clama con energía contra la unión de los principados danubianos, proyecto que tiende a preparar el camino a la confederación de Moldavia, de Valaquia y de Servia, para constituir un estado independiente que se daría al duque de Leuchtenberg, como virey, no siendo en este caso mas que un vasallo de Rusia. El Morning Post no se atreve a decir «y de Francia». Un periódico austriaco dice: Un hombre de Estado podría ver en una segunda reunión en Paris graves obstáculos para el arreglo de las diferencias existentes, en razón a la presión que podría ejercer el gobierno francés, y el nuestro se halla decidido a alzar por todos los medios posibles la época de su convocación, sostenido fuertemente por Inglaterra, respecto al sistema de contemporización indefinida.

El discurso pronunciado por lord Palmerston en Guildhall el día de la instalación del lord Corregidor, no es mucho mas explícito que los de Manchester y de Liverpool, limitándose a repetir que la paz dependía de la ejecución franca y leal del tratado de 30 de marzo. Mas ¿quién viola en este momento el tratado? Esta es la cuestión. Inglaterra dice que Rusia, y Rusia que Inglaterra.

Hase reparado que lord Palmerston no ha hecho alusión alguna a Francia; que ningún brindis se le ha dirigido. Ciertamente que M. de Persigny no había llegado aun a Londres, y por consiguiente no había podido ser nuevo mensajero de paz. La amistad de Inglaterra es de aquellas que exigen sólidas pruebas, del mismo modo que el temperamento inglés exige roast-bieffs y cerveza fuerte.

El general Dufour, encargado por el consejo federal de conferenciar con el emperador Napoléon sobre los asuntos de Suiza, ha llegado esta mañana a Paris, y ha debido ser recibido en Saint-Cloud en el mismo día. No podía Suiza haber elegido mensajero mas a propósito. El general Dufour tuvo relaciones con el príncipe Luis Napoléon durante su permanencia en Suiza, y le dió algunas lecciones de estrategia a invitación de la reina Hortensia. El referido general mandaba el ejército de la Confederación en la expedición contra el Sonderbund.

Paris 15 de noviembre de 1856.

(Correspondencia particular.)

Ya conocen VV. el discurso dirigido por el emperador, al señor de Kisseleff. Cada uno le interpreta a su manera. M. Havin ve en él la confirmación de la alianza inglesa, y lo anuncia pomposamente a los lectores del Siècle; otros, por el contrario, creen que los elogios dirigidos al emperador de Rusia, respecto al olvido de los recuerdos de la guerra, y de su franca adhesión a una paz consolidada por relaciones de amistad es una crítica de la ruidosa conducta del lord Palmerston, y no estoy lejos de pensar del mismo modo: por lo demás, este es un asunto de apreciación personal. Creo que el Emperador Napoléon III quiere sostener igual la balanza por interés de la justicia y de la verdad, haciendo el papel del árbitro de las borrascas, tan bien pintado por los poetas. En el momento en que por recuerdo de una alianza cimentada por la sangre, Napoléon hacía una concesión a Inglaterra que será la última, aprovechaba esta solemne ocasión para emitir su juicio sobre ciertos procedimientos, y manifestar su estimación tal carácter del adversario tan cruel e injustamente atacado por la prensa inglesa.

En el momento mismo que el emperador se manifiesta tan grande, tan sabio, tan fuerte, tan hábilmente moderado, las camarillas políticas siguen esparciendo los cuentos mas absurdos y alarmantes. Nada les intimida; ni la crisis financiera, ni la miseria del pueblo, ni las dificultades exteriores del país: les es indispensable agitarse incesantemente; y de este modo evocan la tempestad. Imprudentes! ¿Quieren asegurar que algún día no caerá el rayo sobre sus cabezas? Antes he dicho a Vves. que si el emperador había hecho su última concesión al espíritu un po-

L'heure que si l'empereur avait fait une dernière concession à l'esprit un peu inquiet et turbulent de l'Angleterre, c'était par souvenir d'une alliance qui a accompli de grandes choses, j'aurais dû ajouter: « dans l'intérêt bien entendu de la paix, car le danger aujourd'hui n'est plus du côté de la Russie, il est du côté de l'Angleterre. Qui aurait prévu cela, il y a un an? Cette opinion est partagée par beaucoup de bons esprits, notamment à l'étranger. Je lis dans une correspondance politique, qui vient de l'un de ces pays neutres, où l'on juge froidement et impartialement les choses:

« Il paraît, d'après ce que m'écrit de Paris une personne haut placée, que le désir de maintenir la paix a seul déterminé l'empereur Napoléon à faire des concessions. Tout en ne s'opposant pas aux desseins de son allié, la France aurait hautement déclaré de quel côté étaient ses sympathies, de quel côté elle voyait le droit et la justice; elle ne cède qu'à la force des circonstances. Son but est d'arriver à une prompt solution des difficultés secondaires que le traité de Paris a laissées en suspens, afin d'enlever à l'Angleterre et à l'Autriche tout prétexte d'éluder l'exécution des engagements contractés. Cette nouvelle qui m'est donnée de bon lieu, est conforme, jusque dans les termes, à tout ce que l'on écrit de la capitale de la France, à tous les journaux de notre pays. Il faut bien qu'il y ait quelque chose de vrai dans ce sentiment. Mon correspondant ajoute que l'Angleterre tient peu à la durée de la paix; il me renvoie au langage de ses hommes d'état. Il résulte des paroles de lord Palmerston que la Russie doit accepter tout ce qu'il plaira à l'Angleterre de lui imposer. La Russie n'acceptera jamais tout cela. On a beaucoup applaudi le discours de lord Palmerston, mais deux journaux, connus par leurs relations diplomatiques, ont cru devoir se tenir sur une prudente réserve.

Je crois, monsieur, que cette appréciation de la situation est saine et bonne et c'est à ce titre que j'ai cru devoir vous faire part de cette communication.

On écrit aujourd'hui de Constantinople que M. de Boutenief s'est rendu à la seconde séance des conférences relatives aux principautés, mais pour protester très-vivement et contre l'occupation autrichienne et contre les entraves apportées à l'expression des vœux des Roumains. Le débat aurait été des plus vifs et M. de Thouvenel aurait fini par s'associer d'une manière énergique aux plaintes formulées par son collègue. L'interne se serait montré très-vivement ému et lord Stratford de Redcliffe, malgré son sang froid, aurait un instant battu les champs. C'est que les hommes les plus habiles ne tiennent pas contre les positions fausses. Le nouveau ministère ottoman a profité de l'occasion, pour renouveler son adhésion à l'occupation de la Mer Noire et des principautés par l'Angleterre et par l'Autriche. Le coup a dû être sensible à M. de Thouvenel. Les dernières nouvelles vont rendre sa situation encore plus difficile.

M. de Boutenief n'a voulu se mêler en rien aux efforts faits pour empêcher la nomination de Rechid-Pacha. Il a répondu à ceux qui lui manifestaient leur étonnement: « J'attendrai que la Turquie soit libre. »

L'attitude d'expectative prise par le gouvernement russe ne laisse pas que de jeter une certaine inquiétude dans les esprits. Les gens d'affaires répètent à tout venant: « La guerre est mal finie. »

« De là vient la lourdeur des fonds publics. Depuis six mois toutes les valeurs industrielles ont subi une dépréciation énorme. Aussi ne saurait-on trop applaudir aux efforts de l'empereur pour rétablir la sécurité et la bonne harmonie. Il joue en ce moment le rôle de bienfaiteur de l'Europe. »

« L'empire, c'est la paix. »

Il paraît certain que M. de Morny est attendu de Saint Pétersbourg. Le discours impérial constate cependant qu'il a su se concilier la bienveillance de l'empereur Alexandre II. Mais la situation est telle qu'elle triomphe des meilleures intentions et des relations les plus conciliantes. Il faut savoir subir les nécessités du moment.

Les gouvernements français et anglais ont remis leurs passeports aux ministres napoléoniens accrédités à Paris et à Londres. On a eu grand tort de s'émouvoir de cet incident tout naturel. C'est la conséquence du retrait des légations anglaise et française de Naples.

Du reste, les choses semblent prendre une meilleure tournure. On dit le roi de Naples disposé à des concessions qui satisfieraient pleinement les puissances occidentales.

On annonce que le grand-duc de Toscane est sur le point de signer avec le Pape un concordat exactement semblable à celui qui a été consenti par le gouvernement autrichien.

On fait de grands préparatifs à Milan pour la réception de l'empereur et de l'impératrice.

Un seul membre du corps diplomatique a reçu l'invitation de suivre leurs Majestés, c'est l'ambassadeur d'Angleterre. On veut bien constater l'alliance aux yeux des populations italiennes. C'est un moyen de contrebalancer l'influence du Piémont.

Le calcul est assez habile.

Neufchâtel refuse toujours de se rendre aux conseils de la France et de l'Angleterre. Mais d'après ce que nous affirme l'un de nos compatriotes qui vient de passer quelques mois dans ce pays, c'est plutôt une question d'amour-propre qu'une question de principes qui retient le conseil fédéral. Il craint d'avoir l'air de céder.

Les puissances occidentales s'interposent avec d'autant plus de chaleur, que les choses sont assez avancées de part et d'autres.

On a fait des préparatifs militaires sérieux en Prusse et en Suisse.

Nos salons s'ouvrent très-lentement; le faubourg Saint-Germain est encore dans ses châteaux, la Chaussée-d'Antin fait semblant d'en avoir et grelotte dans ses chalets. De sorte que Paris est un peu triste.

Les théâtres n'ont pas les mêmes foules que d'ordinaire en cette saison. On voit quelque monde aux Bouffes quand on chante le *Trovatore*, et à l'Opéra quand danse la *Rosati*. L'Odéon a un petit succès de curiosité, mais qui ne se soutiendra pas.

L'œuvre est cependant de celles que doit essayer ce théâtre. Il n'a pas une subvention pour rien. C.

ETATS-UNIS.

NEW-YORK, 21 octobre 1856.
(Correspondance particulière.)

Nous venons de recevoir par le *Texas* qui a quitté San Juan del Norte, le 7 courant, des nouvelles du Nicaragua à la date du 4; elles sont importantes; j'ai pu pour vous en donner un résumé, tant dans les journaux que dans diverses lettres particulières qui m'ont passé sous les yeux.

L'heure critique a sonné pour Walker. Les troupes alliées et indigènes se sont concentrées autour de Granada, son dernier refuge, et une bataille décisive doit avoir eu lieu, le 10 de ce mois, sous les murs de cette ville.

Reprenons les choses de plus haut.

Je vous ai déjà parlé de la bataille de San-Jacinto ou plutôt des trois combats successifs qu'il y eut eu lieu et qui tous trois, ont eu une issue défavorable pour Walker. Or, il se trouve que cette poignée de rebelles ainsi que les désignait le journal officiel, se composait en réalité de la portion des indigènes hostiles aux filibusters américains, qui faisait cause commune avec Rivas.

Cette levée de bouillottes, comme celles qui l'ont précédée, a pour cause la haine profonde qu'inspire le joug des étrangers, haine portée à son comble par l'escamotage électoral, au moyen duquel Walker s'est emparé de la présidence. Je vous joins, à ce sujet, un document fort curieux, à savoir, une lettre en espagnol du ministre des Affaires Etrangères de Nicaragua, adressée au ministre de Costa-Rica, et publiée dans un journal de San José.

Le seul moyen possible d'implanter au Nicaragua le joug américain, eût été de continuer comme on avait commencé, de cacher le fond sous la forme, de donner enfin l'apparence du pouvoir dirigeant à l'élément hispano-indigène, représenté par Rivas, tandis que l'élément américain, représenté par Walker, en aurait été la réalité. Mais quand elle est doublée de vanité, l'ambition est insatiable. Walker ne sut pas se contenter d'être président de fait (quoique Rivas ne le gênât guère) il voulut l'être de droit, si l'on peut appeler droit une des plus grandes fourberies électorales qui se soient jamais vues.

Les conséquences de cette faute étaient inévitables. L'élément hispano-indigène se groupa autour de Rivas, et les républicains voisins, qui avaient hésité jusqu'alors à entrer en lutte avec une population de même origine que les leurs, se hâtèrent de répondre à l'appel de leurs frères, dès qu'elles n'eurent plus à combattre que l'élément américain.

La position est donc bien définie maintenant: Walker et ses filibusters, d'une part; de l'autre Rivas, soutenu par les nicaraguayens et appuyé par les troupes des autres républicains de même origine. La race américaine contre la race espagnole.

Voyons à présent de quelles forces disposent les parties belligérantes.

Walker a 500 hommes environ qu'il a retirés de Massaya, comme nous l'allons le voir tout à l'heure; 460 à Granada, 300

co inquieto y turbulento de Inglaterra era por el recuerdo de una alianza que ha hecho grandes cosas; debía haber añadido: « y por el interés bien entendido de la paz, » porque hoy día el riesgo no procede ya de Rusia, sino de Inglaterra. ¿Quién hubiera previsto esto hace un año? Esta es la opinión de muchos hombres entendidos, particularmente en el extranjero.

En una correspondencia política, que procede de uno de esos países neutrales, en que se juzgan fría é imparcialmente las cosas, leo lo siguiente:

« Segun me escribe desde Paris una persona de elevada posición, parece que el deseo de mantener la paz es lo que exclusivamente ha determinado al emperador Napoleon á hacer concesiones. Francia, al paso que no se opone á los intentos de su aliada, ha declarado altamente hacia que lado se inclinan sus simpatías, en donde vé el derecho y la justicia; solo cede á la fuerza de las circunstancias. Su objeto consiste en obtener una solución breve de las dificultades secundarias que dejó sin resolver el tratado de Paris, con el fin de arrebatar á Inglaterra y á Austria todo pretexto de eludir la ejecución de los compromisos contraídos. Esta noticia que recibo por conducto fidedigno, está conforme, hasta en los términos, con cuanto escriben desde la capital de Francia, á todos los periódicos de nuestro país. Preciso es que haya algo de cierto en ese sentimiento. Añade mi correspondal que Inglaterra tiene poco empeño en la duración de la paz, y me dice tenga en cuenta el lenguaje de sus hombres de Estado. De las palabras de lord Palmerston, resulta que Rusia debe aceptar cuanto á Inglaterra se le antoje imponerla. Rusia nunca aceptará todo eso. Se ha aplaudido mucho el discurso de lord Palmerston, pero dos periódicos conocidos por sus relaciones diplomáticas han creído que deben mantenerse en una reserva prudente. »

Creo, señores, que esta apreciación de la situación es exacta y buena, y en este concepto he creído que debía transmitir á VV. la comunicación.

Escriben hoy desde Constantinopla que el Sr. de Boutenief ha asistido á la segunda sesión de las conferencias relativas á los Principados, pero solo para protestar muy vivamente, tanto contra la ocupación austriaca como contra las trabas que se imponen á la expresión de los deseos de los habitantes de Rumania. Parece que el debate fué en extremo vivo, y que M. de Thouvenel concluyó por asociarse de un modo enérgico á las quejas formuladas por su colega. El intercurso se mostró en extremo conmovido, y lord Stratford de Redcliffe, no obstante su sangre fría, hubo un momento en que divagó, pues los hombres más hábiles no pueden mantenerse firmes contra las posiciones falsas. El nuevo ministerio otomano ha aprovechado la ocasión para adherirse de nuevo á la ocupación del Mar Negro y de los Principados por Inglaterra y por Austria. El golpe ha debido ser sensible para M. de Thouvenel. Las últimas noticias van á hacer más difícil aun su situación.

El Sr. de Boutenief no ha querido mezclarse lo mas mínimo en los esfuerzos hechos para impedir el nombramiento de Reschid-Baja, y á los que por ello le manifestaban su sorpresa ha contestado: « Aguardaré á que Turquía sea libre. »

La actitud expectante en que se ha colocado el gobierno ruso no deja de introducir cierta inquietud en los ánimos. Los hombres de negocios repiten á todo el mundo: « La guerra está mal concluida. » De aquí procede el resentimiento de los fondos públicos. De seis meses á esta parte todos los valores industriales han sufrido una depreciación enorme. Por eso son en extremo plausibles los esfuerzos que hace el emperador, para restablecer la tranquilidad y la buena armonía. En este momento representa el papel de bienhechor de Europa. El imperio es la paz.

Segun parece, es positivo que se aguarda la llegada de M. de Morny, procedente de San Petersburgo. Sin embargo, el discurso imperial hace constar que ha sabido conciliar la benevolencia del emperador Alejandro II; pero tal es la situación que triunfa de las mejores intenciones y de las relaciones más conciliadoras. Es preciso saber sobrellevar las necesidades del momento.

Los gobiernos inglés y francés han entregado sus pasaportes á los ministros napoléonicos acreditados en Londres y en Paris. Ha sido un error comoverse por este incidente muy natural, que es la consecuencia inmediata de haberse retirado de Nápoles las legaciones inglesa y francesa. Por lo demás, parece que las cosas toman mejor giro. Dicese que el rey de Nápoles se halla dispuesto á hacer concesiones que satisficran plenamente á las potencias occidentales.

Se anuncia que el gran duque de Toscana está á punto de firmar con el papa un concordato exactamente semejante al que estipuló el gobierno austriaco.

En Milan se hacen grandes preparativos para la recepción del Emperador y de la Emperatriz. Solo un miembro del Cuerpo diplomático ha sido invitado á seguir á SS. MM.: es el embajador de Inglaterra. Se quiere hacer constar la alianza de un modo positivo ante los pueblos italianos, lo cual es un medio de equilibrar la influencia de Piomonte. El cálculo es bastante hábil.

Neufchâtel continúa negándose á acceder á los consejos de Francia y de Inglaterra; pero segun nos afirma un compatriota nuestro que acaba de pasar algunos meses en aquella comarca, lo que detiene al consejo federal es mas bien una cuestión de amor propio que no de principios. Teme que se crea que cede. Las potencias occidentales se interponen con tanta mas vehemencia cuanto que las cosas están bastante adelantadas por ambas partes. Tanto en Prusia como en Suiza se han hecho preparativos militares muy formales.

Nuestros salones se abren con suma lentitud; los habitantes del barrio de St-Germain están todavía en sus castillos; los de la *Chaussée d'Antin* figden tenerlos y tiritan de frío en sus cabañas, de modo que Paris está un poco triste. Los teatros no tienen la misma concurrencia numerosa que suele asistir á ellos en la presente estación se vé alguna gente en los *Bouffes* cuando se canta el *Trovador*, y en la ópera cuando baila la *Rosati*. El *Odéon* está representando una pieza que tiene algun éxito de curiosidad pero que no se sostendrá. Sin embargo, la obra es de las que debe ensayar aquel teatro; pues no en valde tiene una subvención. C.

ESTADOS UNIDOS.

NEW-YORK, 21 octubre 1856.
(De nuestro correspondal.)

Por el buque *Texas*, que salió de San Juan del Norte el día 7 del corriente, acabamos de recibir noticias de Nicaragua de fecha 4, y que son importantes. Para dar á VV. un resumen de ellas, he extractado los periódicos y diferentes correspondencias particulares que he tenido á la vista.

Ha llegado para Walker la hora crítica. Las tropas aliadas indigènes se han concentrado alrededor de Granada, último refugio de aquel, y el día 10 del presente mes debe darse una batalla decisiva bajo los muros de esta ciudad.

Tomemos las cosas desde mas atrás.

Hablé á VV. anteriormente de la batalla de San Jacinto, ó mas bien de los tres combates sucesivos que allí se verificaron, y que todos tuvieron un éxito desfavorable para Walker. Ahora bien, resulta que aquel puñado de rebeldes, como los designaba el periódico oficial, se componía, en realidad, de la porción de indigenas hostiles á los filibusteros americanos, que hacia causa común con Rivas.

Este levantamiento general, lo mismo que los que han precedido, tiene su origen en el odio profundo que inspira el yugo de los extranjeros, odio llevado á su último extremo por el escamoteo electoral, con cuyo medio se ha apoderado Walker de la presidencia. Acerca de esto remití á VV. un documento muy curioso, cual es una carta escrita en español por el ministro de Negocios extranjeros de Nicaragua al ministro de Costa-Rica, y publicada en un periódico de San José.

El único medio posible de introducir en Nicaragua el yugo americano, habria sido continuar como se principió, ocultar el fondo bajo la forma, dar, en fin, la apariencia del poder directivo al elemento hispano-indígena representado por Rivas, mientras que el elemento americano representado por Walker le hubiese poseído en realidad. Pero la ambición, cuando se halla acompañada por la vanidad, es insaciable. Walker no supo contentarse con ser Presidente de hecho, (aunque apenas le estorbaba Rivas), y quiso serlo de derecho, si derecho puede llamarse á uno de los mayores fraudes electorales que se han visto en tiempo alguno.

Las conecuencias de esta falta eran inevitables.

El elemento hispano-indígena se agrupó en torno de Rivas, y las repúblicas vecinas, que hasta entonces habían vacilado en entrar en lucha con un estado de igual origen que el suyo respectivo, se apresuraron á corresponder al llamamiento de sus hermanos tan luego como no tuvieron que combatir sino al elemento americano.

Así pues, la posición se halla ahora bien definida.

Walker y sus filibusteros de una parte; de la otra Rivas, sostenido por los nicaragüenses y apoyado por las tropas de las demás repúblicas de igual origen. La raza americana contra la española.

Veamos ahora de qué fuerzas disponen las partes beligerantes.

disseminés á Rivas, á San-Carlos y á Sarapiquí, total, 12 á 1300 hombres, á quienes él fué á reunir en las nuevas recrutas que le llegaron de New-York, de la Nouvelle-Orleans y de San Francisco, á los que pueven s'evaluar á 600 ó 700 hombres. El s'agit de saber si ellos rallieron su drapau á temps. Dans ce cas, Walker prendra l'offensive afin de frapper un grand coup; dans le cas contraire, il restera en attendant sur la défensive.

Rivas a, de son côté, en comptant les troupes alliées environ 2,000 hommes, auxquels vont se joindre les 800 rebelles (la poignée d'hommes en question), sans y comprendre les habitants qui se réuniront á lui sur sa route, et dont le chiffre le plus bas peut être porté á 300 combattants.

En prenant le maximum des deux côtés, on aura: 1,000 hommes pour Walker et 3,100 pour Rivas. Le prochain steamer nous apprendra l'issue de la grande bataille que les deux partis s'accordent à considérer comme devant être décisive.

Jusqu'ici nous devons le dire, les préludes ont été en faveur de la race espagnole.

La poignée de rebelles, trois fois victorieuse á San Jacinto, y a séjourné trois jours, et s'est portée de là sur Managua, á 72 kilomètres de Granada, c'est-à-dire á moitié chemin environ entre cette dernière ville et León. Les filibusters avaient évacué Managua et s'étaient repliés sur Massaya, ville située á 19 kilomètres Nord Ouest de Granada.

Mais, sur l'ordre de Walker, ils ont également évacué Massaya pour se rallier á lui; et leurs adversaires se sont établis dans cette dernière ville d'où ils doivent marcher sur Granada, soit avant, soit après leur jonction avec le corps d'armée principal.

Les choses en sont là.

Dans le nombre des décrets rendus par le pseudo-président Walker, il en est un en date du 27 septembre qui mérite une mention particulière. Il abroge celui qui avait été voté par l'Assemblée constituante, et en vertu duquel l'esclavage était pour toujours aboli dans le Nicaragua. Les constituantes de tous les pays, soit dit en passant, abusent singulièrement du mot toujours. Pauvres éphémères qu'elles sont, elles ont toutes l'audace de vouloir enchaîner l'avenir, qui n'est qu'à Dieu: je n'ai fait que passer, elles n'étaient déjà plus. Il en est de même de leurs œuvres, du moins dans la circonstance dont il s'agit: car cet esclavage aboli pour toujours, se trouve virtuellement rétabli au Nicaragua. Walker a obéi en cela aux nécessités de sa fausse position: son principal appui est dans le Sud des Etats-Unis; il fallait donc lui complaire en faisant comme lui, et en permettant aux planteurs de la Louisiane d'émigrer avec leurs esclaves dans le jardin de l'Univers. C'est ainsi que se désigne le Nicaragua.

Le lieutenant Jennings Estelle, qui avait assassiné le second lieutenant Charles Hordon, a été fusillé. Le jugement portait qu'il serait pendu; mais Walker lui a accordé la faveur de mourir en soldat.

J'aurais beaucoup de choses à vous dire du Mexique, mais les importantes nouvelles que nous en avons reçues, nous étant parvenues tardivement par voie de la Havane, j'aurais à puiser dans le *Diario de la Marina*, et dans la *Prensa de la Habana*, journaux que vous aurez lus longtemps avant ma lettre.

J'attendrai, pour traiter ce grave sujet, que j'ai reçu ma correspondance particulière du Mexique, laquelle m'expliquera bien des choses qui sont jusqu'à présent enveloppées de ténèbres.

Trois choses toutefois restent parfaitement évidentes: la première, que la conspiration découverte avait de nombreuses ramifications; la seconde, que le congrès, en retournant á la constitution de 1824, a fait un immense pas rétrograde; la troisième, que D. Santiago Vidauri n'est pas si bien battu qu'on veut le dire.

En attendant, le trésor est á sec, les paiements sur la douane de la Vera-Cruz sont suspendus, la vente des biens de l'Eglise ne fait pas rentrer d'argent et je ne vois pas, par quel moyen, le président Comonfort parviendra á faire droit aux réclamations de l'Espagne et de l'Angleterre, appuyées qu'elles vont être par les escadres de ces deux puissances. Nos dernières nouvelles de la Havane, vont jusqu'au 14 de ce mois. Elles annoncent qu'on y pressait l'armement d'une d'une escadre destinée á agir contre le Mexique, et que des troupes (ainsi que 5000 fusils) allaient être envoyées á Santo Domingo pour protéger le consul d'Espagne contre les républicains dominicains. La santé publique était excellente á la Havane.

Quelque médiocre que puisse être l'intérêt que vous portez aux affaires intérieures des Etats-Unis, je ne puis me dispenser de vous dire que deux Etats importants, la Péninsule et l'Indiana, où les républicains-noirs se croyaient assurés de la victoire, se sont déclarés pour les démocrates á une immense majorité. L'élection de M. Buchanan est devenue certaine; et, nonobstant le manifeste d'Ostende á la composition duquel il a eu moins de part que ses adversaires ne le disent, je suis persuadé que l'Espagne á plus á gagner á sa nomination qu'à celle de l'aventurier Fremont, qui ne rêve que l'agrandissement de l'Union.

Au moment de clore cette lettre je reçois des nouvelles de la Havane, en date du 16 de ce mois, venues par le *Black Warrior*.

On y fait mention d'un bâtiment de guerre anglais qui aurait á bord, dit-on, 6,000 fusils que l'Espagne enverrait á Santo-Domingo sous la conduite d'un officier. Il s'agirait d'après les organes américains d'une tentative pour remplacer cette portion de l'île sous la domination de l'Espagne. Je vous donne ce bruit pour ce qu'il vaut; mais il aura quelque retentissement en Europe.

L'escadre qui doit aller á Vera-Cruz est toute prête, et l'on n'attend plus que des ordres de Madrid.

ACTES OFFICIELS.

RAPPORT A LA REINE.

Madame, V. M. a décidé le 20 octobre dernier que l'affectif de l'armée active serait augmenté et porté d'un chiffre en rapport avec les grands intérêts dont la défense lui est confiée. L'organisation de l'infanterie a déjà été déterminée. Reste á fixer pour chacune des autres armes la force proportionnelle qu'elles devront atteindre. Le ministre soussigné d'accord avec votre conseil á l'honneur de soumettre á l'approbation de V. M. le projet de décret suivant:

DÉCRET.

Sur la proposition de notre ministre de la guerre d'accord avec notre conseil des ministres nous avons décrété ce qui suit:

Art. 1.° Le force active des armes spéciales, de la cavalerie et de la garde civile sera á l'avenir fixée ainsi qu'il suit:

Artillerie	12,000 hommes.
Génie	3,600 »
Cavalerie	12,000 »
Garde civile	12,000 »

Notre ministre de la guerre demeure chargé de prendre toutes les mesures propres á assurer l'exécution du présent décret compte sera rendu ultérieurement aux Cortes.

Donné au palais le 16 novembre 1856.
Signé par la Reine.
Le ministre de la guerre, Antoine Urbistondo.

On nous écrit de Malaga á la date du 13.

« La tranquillité publique a été gravement troublée hier soir. Aussitôt que la garnison des *presidios* a été embarquée, le bruit d'une émeute prochaine s'est répandu dans la ville; á mesure que la journée s'avancait les rumeurs devenaient de plus en plus alarmantes; elles n'étaient malheureusement que trop fondées. Á la tombée de la nuit, un carabinier a été assailli et blessé par un groupe de bourgeois qui ont cherché á le désarmer. Quelques instants après, au moment où le commandant général et son escorte débouchaient sur la place principale; des coups de feu se firent entendre; personne heureusement ne fut encore blessé. Les rues adjacentes prirent bientôt part á la fusillade. Le commandant général fit alors publier un *bando* réclamant par les circonstances. Les agents de l'autorité qui se présentèrent pour le lire en tête des faubourgs de Perchel et de la Trinidad furent accueillis par des décharges et par des cris de *Vive la République*. Les insurgés étaient postés derrière le parapet qui borde le Guadalmedina. La troupe répondit au feu des assaillants et bien tôt les deux partis qui se renforcèrent d'heure en heure se trouvèrent en présence dans la plupart des rues des deux faubourgs. Le combat se continua jusque vers le milieu de la nuit. Du côté de la troupe il y eut trois morts et une dizaine de blessés. Les insurgés ont eu un homme tué; on leur a fait un assez grand nombre de prisonniers. Vers minuit, les groupes se dissipèrent, la troupe resta maîtresse des faubourgs qu'elle occupa militairement.

Le conseil de guerre s'est constitué immédiatement á fin de juger les révoltés qui avaient été arrêtés. Á une heure du matin, on les a révenus qu'ils eussent á choisir leurs défenseurs.

On assure que le gouverneur militaire á reçu, au milieu de la nuit, une lettre anonyme dans laquelle on dévoilait tout le plan de la conspiration, qui consistait á proclamer la République après l'avoir assassiné. Le gouverneur civil, qui devait être la seconde

Walker tiene próximamente 500 hombres que sacó de Massaya del modo que veremos luego, 460 en Granada, 300 diseminados entre Rivas, San Carlos y Sarapiquí, total, 1,200 á 1,300 hombres, á los cuales hay que agregar los nuevos reclutas que le llegan de Nueva-York, de Nueva-Orleans y de San Francisco, y que pueden calcularse en 6 ó 700 hombres. Trátase de saber si se reunirán á tiempo bajo sus banderas. En este caso, Walker tomará la ofensiva con el fin de dar un gran golpe; en el caso contrario, se mantendrá esperando en la defensiva.

Rivas, por su parte, contando las tropas aliadas, tiene unos 2,000 hombres, con los cuales van á reunirse los 800 rebeldes (el puñado de hombres en cuestión), sin contar los habitantes que se le unirán en su camino y cuyo número puede calcularse cuando menos en 300 combatientes.

Tomando el máximo de ambas partes se obtendrán: 1000 hombres de Walker, y 3100 de Rivas.

El próximo vapor nos participará el resultado de la gran batalla que los dos partidos están acordados en considerar ha de ser decisiva.

Hasta ahora, debemos decirlo; los preludios han estado en favor de la raza española.

El puñado de rebeldes, tres veces victorioso en San Jacinto, permaneció tres días en este punto, trasladándose desde él á Managua, á 72 kilómetros de Granada, es decir, á mitad de camino próximamente entre esta última ciudad y León. Los filibusteros habían evacuado á Managua, ciudad situada á 19 kilómetros al N-O. de Granada; pero á consecuencia de una orden de Walker, evacuaron asimismo á Managua para reunirse con él, y sus adversarios se establecieron en la ciudad abandonada, desde la cual debieron marchar sobre Granada, ya sea antes ó después de incorporarse con el cuerpo del ejército principal.

En tal estado se hallan las cosas.

Entre los decretos espeditos por el pseudo presidente Walker, hay uno de fecha 27 de setiembre que merece especial mención. Derroga el que fué votado y aprobado por la Asamblea Constituyente, y en cuya virtud quedaba abolida para siempre la esclavitud en Nicaragua. Las Constituyentes de todos los países, sea dicho de paso, abusan singularmente de la palabra *siempre*. A pesar de ser tan efímeras, tienen todas la audacia de querer dominar el porvenir, que solo á Dios pertenece; apenas habia yo pasado, cuando ya no existían. Lo propio sucede con sus obras, al menos en la ocasión de que se trata, pues esa esclavitud abolida para siempre, se halla restablecida virtualmente en Nicaragua. Walker ha obedecido en esto á las necesidades de su falsa posición: su apoyo principal está en el sur de los Estados-Unidos; así pues, era preciso complacerle imitándole y permitiendo á los plantadores de Luisiana que emigren con sus esclavos al jardín del Universo, que así es como se designa á Nicaragua.

El teniente Jennings Estelle, que habia asesinado al segundo teniente Carlos Cordon, ha sido fusilado. La sentencia prescribía que fuese ahorcado, pero Walker le ha concedido el favor de morir como soldado.

Podría decir á VV. muchas cosas de Méjico, pero como las noticias importantes que de allí hemos recibido, nos han llegado con retraso por la vía de la Habana, tendria que tomarlas del *Diario de la Marina* y de la *Prensa de la Habana*, periódicos que habrán VV. leído mucho antes que mi carta.

Para tratar de tan grave asunto, aguardaré á recibir mi correspondencia particular de Méjico, que me explicará muchas cosas envueltas hasta ahora en tinieblas.

Sin embargo, tres cosas permanecen perfectamente evidentes: la primera es que la conspiración descubierta tenia numerosas ramificaciones; la segunda, que el congreso, al volver á la Constitución de 1824, ha dado un paso inmensamente retrógrado; la tercera, que D. Santiago Vidauri no está tan completamente derrotado como quieren suponerlo.

Entretanto, el tesoro está exhausto, los pagos sobre la aduana de Veracruz se han suspendido, la venta de los bienes de la iglesia no hace ingresar fondos, y no veo por qué medio logrará el presidente Comonfort satisfacer las reclamaciones de España y de Inglaterra, apoyadas, como van á estarlo, por las escuadras de ambas potencias. Nuestras últimas noticias de la Habana alcanzan al día 14 del actual. Anuncian que se apresuraba allí el armamento de una escuadra destinada á obrar contra Méjico, y que algunas tropas (asi como 5,000 fusiles) iban á ser enviadas á Santo Domingo para proteger al cónsul de España contra los republicanos dominicanos. La salud publica era excelente en la Habana.

Por insignificante que pueda ser el interés que VV. consagren á los asuntos interiores de los Estados-Unidos, no puedo menos de decirles que dos Estados importantes, los de Pensilvania á Indiana, en donde los republicanos negros creían tener asegurada la victoria, se han declarado en favor de los demócratas por una mayoría inmensa. La elección de M. Buchanan se ha asegurado; y no obstante el manifiesto de Ostende, en cuya redacción ha tenido menos parte de la que dicen sus adversarios, estoy persuadido de que España ha de ganar mas con su nombramiento que con el del aventurero Fremont, quien solo sueña con el ensanche de la Union.

En el momento de cerrar esta carta recibo noticias de la Habana, de fecha 16 del corriente, traídas por el *Black Warrior*.

Menciónase en ellas á un buque de guerra inglés que tiene á bordo, segun dicen, 6,000 fusiles que envia España á Santo Domingo bajo la custodia de un oficial. Segun manifiestan los órganos americanos, se trata de una tentativa para colocar de nuevo á aquella porción de la isla bajo el dominio de España. Doy á VV. este rumor por lo que vale; pero tendrá algun eco en Europa.

La escuadra que ha de ir á Veracruz está corriente y solo aguarda órdenes de Madrid.

PARTE OFICIAL.

EXPOSICION A S. M.

Señora: Acordado por V. M. en 20 de octubre último el aumento del ejército activo para ponerlo á la altura que reclaman los grandes intereses del Estado confiados á su custodia, y consignada la organización y fuerza de la Infantería, resta señalar á las demás armas é institutos del ejército la parte proporcional que á cada una corresponde segun las condiciones especiales del servicio que debe prestar; por lo que el Ministro que suscribe, de acuerdo con el parecer del Consejo de Ministros, tiene la honra de someter á la aprobación de V. M. el adjunto proyecto de decreto.

Madrid, 15 de Noviembre de 1856.—Señora.—A. L. R. P. de V. M., Antonio de Urbistondo.

REAL DECRETO.

Conformándose con lo propuesto por el ministro de la Guerra, de acuerdo con el parecer de mi Consejo de Ministros, vengo en decretar lo siguiente:

Artículo 1.º La fuerza activa de los Cuerpos facultativos, la del arma de Caballería, y la de la Guardia civil, será en lo sucesivo: 12,000 hombres la de Artillería; 3,600 la de Ingenieros; 12,000 la de Caballería, y 12,000 la de Guardia civil.

Art. 2.º El ministro de la Guerra queda encargado de disponer lo conveniente para que tenga cumplimiento lo mandado en este decreto, del que se dará oportunamente cuenta á las Cortes.

Dado en Palacio á 15 de Noviembre de 1856.—Está rubricado de la Real mano.—El ministro de la Guerra, Antonio de Urbistondo.

Nos escriben de Málaga:

« La tranquilidad pública se alteró gravemente anoche. Tan luego como se embarcó la guarnición de los presidios, circuló en toda la ciudad el rumor de un próximo motin: á medida que iba avanzando el día, los rumores se hacían mas alarmantes; desgraciadamente no eran infundados; al anochecer un carabinero fué acometido y herido por un grupo de paisanos que quisieron desarmarle. Algunos instantes después, en el momento en que el comandante general y su escolta entraban en la plaza principal

[illegible]

